



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Formation du personnel de NEOMA BS

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 09 février 2018 à 16:00

NEOMA BUSINESS SCHOOL

1 rue Maréchal Juin – BP 215
76825 MONT SAINT AIGNAN
Tél : 02 32 82 58 20

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission sous support papier	8
6.2 - Transmission électronique.....	8
7 - Examen des candidatures et des offres	8
7.1 - Sélection des candidatures	8
7.2 - Attribution des accords-cadres	8
7.3 - Suite à donner à la consultation	10
8 – Obtention du DCE.....	10
9 - Renseignements complémentaires	10
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
9.2 - Procédures de recours.....	10
10 - Clauses complémentaires.....	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Prestations de formation du personnel de NEOMA BS

Actions de formation professionnelle continue des personnels de NEOMA BUSINESS SCHOOL des Campus de Reims, Rouen, Paris

Ces prestations pourront se dérouler sur les lieux suivants :

Campus de Rouen - 1 rue du maréchal Juin - 76130 Mont-Saint-Aignan

Campus de Reims - Campus 1 : 59 rue Taittinger - 51100 Reims

Campus 2 : 120 Avenue d'Épernay - 51100 Reims

Campus de Paris - 8 et 9 rue d'Athènes - 75009 Paris

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles 78 et 79 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Chaque lot sera attribué à 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 12 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
LOT 1	Recherche & Publication La qualité des programmes, de l'enseignement et de la recherche participant à la renommée et à l'attractivité d'un établissement sur le long terme, l'actualisation des compétences liées à l'innovation et à la recherche reste essentielle
LOT 2	Outils informatiques de statistiques La qualité des programmes, de l'enseignement et de la recherche participant à la renommée et à l'attractivité d'un établissement sur le long terme, l'actualisation des compétences liées à l'innovation et à la recherche reste essentielle
LOT 3	Pédagogie Innovante Afin que notre école soit reconnue au travers d'une pédagogie innovante et pour être capable d'éduquer et d'accompagner dans leur développement les managers d'aujourd'hui et de demain, le personnel enseignant devra continuer de développer ses compétences régulièrement sur les approches classiques et sur les nouveaux modes d'apprentissages

Lot(s)	Désignation
LOT 4	Pédagogie Fondamentaux Afin que notre école soit reconnue au travers d'une pédagogie innovante et pour être capable d'éduquer et d'accompagner dans leur développement les managers d'aujourd'hui et de demain, le personnel enseignant devra continuer de développer ses compétences régulièrement sur les approches classiques et sur les nouveaux modes d'apprentissages
LOT 5	Management & Leadership Le contexte de mutation actuel induit des changements d'organisation et l'évolution des activités qui nécessitent le renforcement des compétences managériales dans l'accompagnement du changement, le pilotage de projet et la communication ainsi que dans la maîtrise des indicateurs de performance et des budgets
LOT 6	Français Langue Etrangère Afin de progresser vers le groupe des écoles les mieux classées en Europe, le développement des compétences linguistiques et des connaissances interculturelles devient incontournable pour assurer l'internationalisation de nos campus
LOT 7	Anglais Afin de progresser vers le groupe des écoles les mieux classées en Europe, le développement des compétences linguistiques et des connaissances interculturelles devient incontournable pour assurer l'internationalisation de nos campus
LOT 8	Bureautique et outils collaboratifs La mise à niveau et le renouvellement des compétences en bureautique restera indispensable dans un environnement de technologie croissante ainsi que l'initiation et l'appropriation des nouveaux outils collaboratifs
LOT 9	Sécurité Des formations Sauveteurs Secouristes du travail et des formations diverses liées à la sécurité du poste de travail seront organisées
LOT 10	Développement personnel et efficacité professionnelle Le développement des facultés d'adaptation des collaborateurs ainsi que leurs facultés à trouver les ressources pour maintenir et développer leur qualité de vie au travail en étant à l'aise dans les relations avec les autres notamment.
LOT 11	Offres de formations diverses online Le développement des facultés d'adaptation des collaborateurs ainsi que leurs facultés à trouver les ressources pour maintenir et développer leur qualité de vie au travail en étant à l'aise dans les relations avec les autres notamment.
LOT 12	Offres de coaching individuels Le développement des facultés d'adaptation des collaborateurs ainsi que leurs facultés à trouver les ressources pour maintenir et développer leur qualité de vie au travail en étant à l'aise dans les relations avec les autres notamment.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
80500000-9	Services de formation
80511000-9	Services de formation du personnel

Lot(s)	Objet	Libellé objet principal
LOT 1	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 2	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 3	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 4	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 5	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 6	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 7	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 8	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 9	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 10	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 11	80511000-9	Services de formation du personnel
LOT 12	80511000-9	Services de formation du personnel

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Les candidats peuvent demander la transmission du DCE ainsi que d'éventuels documents complémentaires sur un support physique électronique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles 48 et 49 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat		Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Le cadre de réponse du Lot concerné	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p>Offre pour : Prestation de service Formation du personnel NEOMA BS Pour le(s) lot(s) n°..... NE PAS OUVRIR</p>
--

Ce pli doit contenir les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Il devra être remis contre récépissé ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

NEOMA BUSINESS SCHOOL
SERVICE MOYENS GÉNÉRAUX & ACHATS : Olivier PATENERE
1 rue du maréchal Juin – BP 215 - 76825 Mont-Saint-Aignan

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

6.2 - Transmission électronique

La transmission des plis par voie électronique n'est pas autorisée pour cette consultation.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Contenu de la formation : pertinence par rapport au besoin et personnalisation de l'offre	30.0 %
2-Moyens matériels et humains	35.0 %
3-Coût de la prestation	35.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Contenu de la formation : pertinence par rapport au besoin et personnalisation de l'offre – coefficient de pondération : 30 %

Paragraphes 1, 2 & 3 du cadre de réponses :

1. Analyse de la demande (10 Pts)
2. Objectifs pédagogiques (10 Pts)
3. Détails du déroulement pédagogique de l'action & Calendrier (10 Pts)

Moyens matériels et humains – coefficient de pondération : 35 %

Paragraphes 4 & 5 du cadre de réponses :

4. Moyens matériels & techniques (15 Pts)
5. Moyens humains (20 Pts)

Coût de la prestation - coefficient de pondération : 35%

La note de 35 sera attribuée à l'offre la moins-disante, les autres notes seront calculées de la manière suivante :

$$N = 35 \times (P_m/P_1)$$

N = Note à attribuer

P_m = offre la moins-disante

P₁ = offre du candidat à noter

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 – Obtention du DCE

Pour obtenir l'intégralité du DCE, vous pouvez en faire la demande conjointement auprès des deux personnes suivantes :

Madame WIEWIORKA Flora : flora.wiewiorka@neoma-bs.fr

Monsieur PATENERE Olivier : olivier.patenere@neoma-bs.fr

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) et technique(s) :

NEOMA BUSINESS SCHOOL
1 rue du Maréchal Juin
BP 215
76825 MONT SAINT AIGNAN

Auprès de : Madame WIEWIORKA Flora
Téléphone : 02 32 82 58 20
Courriel : flora.wiewiorka@neoma-bs.fr

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 32 08 12 70
Télécopie : 02 32 08 12 71
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 32 08 12 70
Télécopie : 02 32 08 12 71
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

10 - Clauses complémentaires

MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours francs avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.